



CA Rochefort Océan (Siren : 200041762)

FICHE SIGNALÉTIQUE BANATIC

Données générales

Nature juridique	Communauté d'agglomération (CA)
Commune siège	Rochefort
Arrondissement	Rochefort
Département	Charente-Maritime
Interdépartemental	non

Date de création

Date de création	01/01/2014
Date d'effet	01/01/2014

Organe délibérant

Mode de répartition des sièges	Répartition de droit commun
Nom du président	M. HERVE BLANCHE

Coordonnées du siège

Complément d'adresse du siège	Parc des Fourriers
Numéro et libellé dans la voie	3 Avenue Maurice Chupin
Distribution spéciale	CS 50224
Code postal - Ville	17304 ROCHEFORT cedex
Téléphone	05 46 82 17 80
Fax	05 46 99 76 30
Courriel	accueil@agglo-rochefortocéan.fr
Site internet	www.agglo-rochefortocéan.fr

Profil financier

Mode de financement	Fiscalité professionnelle unique
Bonification de la DGF	non
Dotation de solidarité communautaire (DSC)	non
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)	non
Autre taxe	non
Redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOM)	oui
Autre redevance	non

Population

Population totale regroupée	65 555
-----------------------------	--------

Densité moyenne 153,76

Périmètre

Nombre total de communes membres : 25

Dept	Commune (N° SIREN)	Population
17	Beaugeay (211700364)	798
17	Breuil-Magné (211700653)	1 917
17	Cabariot (211700752)	1 469
17	Champagne (211700836)	633
17	Échillais (211701461)	3 636
17	Fouras (211701685)	4 133
17	Île-d'Aix (211700042)	211
17	La Gripperie-Saint-Symphorien (211701842)	596
17	Loire-les-Marais (211702055)	393
17	Lussant (211702162)	1 038
17	Moëze (211702378)	601
17	Moragne (211702469)	546
17	Muron (211702535)	1 376
17	Port-des-Barques (211704846)	1 774
17	Rochefort (211702998)	23 726
17	Saint-Agnant (211703087)	2 835
17	Saint-Coutant-le-Grand (211703202)	416
17	Saint-Froult (211703293)	384
17	Saint-Hippolyte (211703467)	1 502
17	Saint-Jean-d'Angle (211703483)	706
17	Saint-Laurent-de-la-Prée (211703533)	2 332
17	Saint-Nazaire-sur-Charente (211703756)	1 229
17	Soubise (211704291)	3 686
17	Tonnay-Charente (211704499)	8 304
17	Vergeroux (211704630)	1 314

Compétences

Nombre total de compétences exercées : 41

Compétences exercées par le groupement
Environnement et cadre de vie
- Eau (Traitement, Adduction, Distribution)
- Assainissement collectif
<i>Assainissement des eaux usées, dans les conditions prévues à l'article L.2224-8</i>
- Assainissement non collectif
- Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés
- Lutte contre les nuisances sonores
- Lutte contre la pollution de l'air

- GEMAPI : Aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique
- GEMAPI : Entretien et aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau <i>y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau.</i>
- GEMAPI : Défense contre les inondations et contre la mer
- GEMAPI : Protection et restauration des sites, des écosystèmes aquatiques, des zones humides et des formations boisées riveraines
- Gestion des eaux pluviales urbaines <i>Gestion des eaux pluviales au sens de l'article L.2226-1</i>
- Contribution à la transition énergétique
Services funéraires
- Création, gestion et extension des crématoriums et sites cinéraires <i>création et gestion d'un crématorium communautaire</i>
Sanitaires et social
- Activités sanitaires <i>Actions intercommunales de développement et de coordination de l'offre de soins en complémentarité des actions communales visant à lutter contre les déserts médicaux : Élaboration du Contrat local de santé ; Actions visant à favoriser l'accueil, l'hébergement et l'exercice des professionnels de santé ; Actions de prévention en matière de santé à l'échelle intercommunale en coordination avec les communes ; Actions visant à favoriser les collaborations professionnelles en matière de santé.</i>
Politique de la ville / Prévention de la délinquance
- Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ; animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion
Développement et aménagement économique
Élaboration de la politique de développement économique dans les conditions prévues à l'article L. 4251-17 ; création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire définies par les dispositions du code de commerce et soumise aux activités commerciales <i>Communauté d'agglomération participe à des actions de coopération internationale qui sont de dimension intercommunale et qui contribuent aux échanges d'expériences ainsi qu'au rayonnement extérieur de l'agglomération.</i>
Développement et aménagement social et culturel
- Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs <i>Actions en faveur du développement du sport : Actions de développement à caractère communautaire en complémentarité avec les actions communales sportives : Actions de mise en réseau des acteurs du sport : l'État, les collectivités territoriales et le mouvement sportif ; Actions de mutualisation de ressources et de moyens contribuant au développement de projets sportifs ; Actions d'accompagnement en vue d'harmoniser les pratiques sportives sur l'ensemble du territoire ; Actions de soutien et de promotion des projets sportifs de dimension intercommunale.</i>
- Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche <i>Enseignement supérieur, formations supérieures et recherche : Élaboration d'un Schéma Local de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation en complémentarité avec le Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (SRESRI) ; Participation conventionnelle aux dépenses liées à l'implantation, au développement et au fonctionnement des sites et établissements d'enseignement supérieur et établissements de recherche implantés sur le territoire ainsi qu'à la mise en place de services qui concourent à améliorer les conditions de vie étudiants (logements, restauration?) ; Gestion des équipements communautaires liés à l'enseignement supérieur.</i>
- Activités culturelles ou socioculturelles <i>Actions en faveur de la culture : La conception et la mise en œuvre de projets visant à enrichir l'offre culturelle et artistique du territoire (mise en réseau des équipements, homogénéisation des politiques tarifaires permettant un accès équitable pour tous les habitants du territoire, mutualisation de personnes, de fonds documentaires et événements culturels) ; L'assistance technique et financière à la création artistique dans le cadre de résidences d'artistes comprenant notamment la réalisation, l'aménagement et la gestion de lieux de résidences ; La politique d'aide aux manifestations culturelles qui, par leur importance, leur portée médiatique, l'implication de plusieurs associations ou leur caractère</i>

itinérant sur le territoire sont considérées d'intérêt commun ; Le soutien technique et financier aux communes pour l'achat et la diffusion de spectacles en milieu rural ; La participation à des EPCI ou autres organismes dans le domaine culturel ; Le développement de la filière audiovisuelle et cinématographique.

- Activités sportives

Aménagement de l'espace

- Schéma de cohérence territoriale (SCOT)

- Schéma de secteur

Schéma directeur et schémas de secteurs. Élaboration du schéma paysager

- Création et réalisation de zone d'aménagement concertée (ZAC)

- Constitution de réserves foncières

- Organisation de la mobilité, au sens des articles L.1231-1 et suivants du code des transports

Voirie

- Création, aménagement, entretien de la voirie

Création ou aménagement et gestion de parcs de stationnement d'intérêt communautaire :

Développement touristique

- Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme

Actions en faveur du développement du tourisme et du Nautisme : Définition de la stratégie ; Suivi de l'observation touristique afin de mesurer l'impact du tourisme et du nautisme ; Création et gestion d'équipements structurants à vocation touristique et nautique ; Actions permettant de concourir à la qualification de l'offre touristique et nautique : démarche qualité, soutien à des engagements de certification, mise en accessibilité ; Accompagnement des communes et des porteurs de projet sur des démarches en faveur du développement d'une offre d'hébergement touristique et de loisirs correspondants aux besoins et atouts du territoire ; Coordination et structuration des acteurs du nautisme sur le territoire ; Valorisation de la filière nautique notamment par le biais d'événementiels ; Développement d'activités nautiques scolaires à destination des élèves du primaire ; Développement de pratiques douces de déplacement sur le territoire : plan vélo, Véloodyssée, Charente à Vélo, liaisons fluviales ; Promotion des itinéraires de randonnées pédestres et cyclables et entretien de la signalétique.

Logement et habitat

- Programme local de l'habitat

- Politique du logement non social

- Politique du logement social

- Action et aide financière en faveur du logement social

- Action en faveur du logement des personnes défavorisées

Politique du logement et logement social, et logement des personnes défavorisées.

- Amélioration du parc immobilier bâti

Amélioration du parc immobilier bâti d'intérêt communautaire.

- Droit de préemption urbain (DPU) pour la mise en oeuvre de la politique communautaire d'équilibre social de l'habitat

- Actions de réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre

Autres

- Acquisition en commun de matériel

Mise à disposition de matériel aux communes (point à temps, nacelle,...).

- Collecte des contributions pour le financement du SDIS

Prise en charge de la compétence pour le versement de la contribution au service départemental d'incendie et de secours, conformément à l'article L. 1424 ? 35 du CGCT.

- NTIC (Internet, câble...)

Technologie de l'information et de la communication : connaissance et sensibilisation à l'usage de TIC

- Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage

Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

- Création et gestion des maisons de services au public

Actions en faveur du maintien et du développement des services au public : Mise en ?uvre d'actions permettant le maintien de services de proximité au public ; Accompagnement et soutien aux espaces publics France Service des associations et des communes ; Coordination et mise en réseau des structures ; Portage de projets en cas d'absence d'initiative,

notamment sur la mise en œuvre de structure mobile de services au public ; Actions favorisant l'accès aux services par le numérique.

- Autres

Conservation, gestion, valorisation des paysages et des patrimoines, naturels et bâtis : Actions visant la conservation : restauration des patrimoines bâtis classés ou inscrits, ou définis par des critères à déterminer, et de sites paysagers dégradés ; Actions de gestion à l'échelle de plusieurs communes portant notamment sur l'établissement et la mise en œuvre de plans et de programmes d'actions ainsi que la coordination ; Actions de valorisation, des patrimoines bâtis notamment, par des usages économiques-touristiques, sociaux et culturels.

Adhésion à des groupements

Dept	Groupement (N° SIREN)	Nature jur.	Population
17	SM pour l'étude de l'aménagement et de la gestion du bassin de la Boutonne (SYMBO EPAGE) (251704839)	SM ouvert	260 496
17	SOLURIS (Solutions numériques territoriales innovantes) (251702320)	SM ouvert	1 095 893
17	Ports de commerce de Rochefort et de Tonnay-Charente (200073690)	SM ouvert	65 555
17	Union des marais de la Charente-Maritime (251701306)	SM ouvert	1 341 220
17	Syndicat intercommunautaire du littoral Yves, Châtelailon, Aix, Fouras (200081305)	SM fermé	247 793
17	SM Charente Aval (SMCA) (200086031)	SM fermé	191 999
17	SM des aéroports de La Rochelle, Ile de Ré et Rochefort, Charente Maritime (200086155)	SM ouvert	265 807
17	SM forum des marais atlantiques (251710398)	SM ouvert	1 341 220
33	Nouvelle-Aquitaine Mobilités (200081735)	SM ouvert	3 724 387
17	Eau 17 (251701819)	SM fermé	677 039
17	Syndicat Départemental de la Voirie des Collectivités du Département de la Charente Maritime (251701827)	SM ouvert	596 429
17	Syndicat intercommunautaire du littoral (251710687)	SM fermé	191 023
16	Établissement Public Territorial de Bassin Charente (251601787)	SM ouvert	1 051 946

Sources : DGCL, BANATIC / Insee, RP (population totale légale en vigueur en 2024 - millésimée 2021)